

Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme
Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire
Pôle Socio-économie de la Solidarité

Cahier de propositions
pour le XXI^e siècle

**LE DEVELOPPEMENT
INTEGRALEMENT DURABLE,
UNE ALTERNATIVE
A LA GLOBALISATION NEO-LIBERALE**

Novembre 2001

Coordonné par Nova Cis, Barcelone
Site: <http://susdev.socioeco.org/>

Rédigé en espagnol par Mario Eduardo Firmenich

1 – Constats et diagnostic

L'être humain a porté atteinte à la nature de diverses manières. Mais quand il en arrive au point d'entraver le fonctionnement de mécanismes naturels fondamentaux, il met en danger tous les êtres vivants, il accroît les inégalités entre les êtres humains et provoque la diminution des ressources naturelles disponibles. De ce constat sont nés un débat sur l'éthique et une remise en question de l'efficacité de la technique.

Les inégalités qui existent sur la planète posent un dilemme autour du thème de la croissance. D'un côté il y a la limite maximum d'utilisation des ressources naturelles et de production de pollution et de déchets que l'humanité ne peut dépasser; de l'autre, la quantité minimum d'utilisation des ressources nécessaires pour une vie digne. Pour l'Europe, il est fondamental de ne pas dépasser ce maximum; mais pour les pays du Sud plongés dans l'indigence, le problème se pose de façon exactement inverse: il s'agit de croître suffisamment pour arriver à dépasser ce minimum.

Si le développement durable fait l'objet d'une discussion séparée, c'est parce qu'il possède une spécificité, une question qui possède une dimension différente de la socio-économie: l'enjeu principal posé au développement durable est celui du dépassement de la charge utile de la planète.

La tendance actuelle pour les prochaines décennies va dans le sens d'une multiplication de la demande énergétique et d'autres ressources naturelles, entrant ainsi en conflit avec la nécessaire durabilité de l'écosystème terrestre, laquelle exige qu'au cours de ces mêmes décennies, ces demandes soient réduites de moitié. Si des réductions significatives dans les flux de matières premières et d'énergie actuels ne se concrétisent pas, le futur le plus probable du modèle actuel, pour les prochaines années, verra diminuer la production d'aliments *per capita*, la production industrielle et l'utilisation d'énergie, et ce dans un contexte de dégradation écologique accélérée.

Se préoccuper de l'optimum en matière de durabilité écologique n'a aucun sens si n'est pas garantie la durabilité politique du système qui doit préserver ce même environnement; de même se préoccuper d'un optimum de justice sociale n'a aucun sens si n'est pas garantie la durabilité de l'écosystème terrestre et par là même la survie de l'espèce humaine. Rechercher l'optimum en matière de croissance économique n'a aucun sens, si cette dernière engendre des catastrophes pour l'humanité tout entière.

Un modèle de développement durable doit satisfaire les besoins fondamentaux –habitat, eau potable, alimentation, conditions sanitaires et d'hygiène, énergie, éducation, santé, participation à la prise de décision – des populations les plus démunies; il doit viser l'adaptation des technologies et des styles de vie aux potentialités et spécificités socio-économiques et écologiques de chaque région, veiller à l'internalisation de tous les coûts, à la valorisation économique des déchets et à une exploitation des ressources naturelles qui respecte les cycles de l'écosystème. Le défi consiste à inclure les principes d'humanité, d'équité et de responsabilité dans le concept de développement.

La globalisation néo-libérale engendre une société mondiale à double vitesse, avec une minorité riche, outrancière et génératrice de pollution et une majorité qui fournit une main

d'œuvre bon marché, basée sur la sous-consommation, entraînant à sa suite une guerre de concurrence établie sur la base du *dumping social* et du *dumping écologique*.

La consommation à outrance, établie comme valeur éthique, a intensifié la destruction des ressources naturelles, favorisant les deux mille millions de consommateurs des pays les plus riches, dont la dynamique de production/consommation/production de déchets alimente la destruction de l'environnement.

La dualisation sociale de l'humanité, avec sa dynamique de la dialectique "consommation à outrance/sous-consommation", se convertit en force motrice des migrations massives du Sud vers le Nord et de l'Est vers l'Ouest. L'incapacité de notre société d'opulence (qui tend elle-même à la dualisation) à absorber les marginaux, engendre des poches de Quart-Monde en Europe et aux Etats-Unis.

La croissance sans fin de la consommation n'est pas soutenable, ni même, d'ailleurs, le fait de maintenir les niveaux actuels de consommation. Il n'est pas non plus viable de mettre fin à la pauvreté dans le monde, en mettant à niveau vers le haut le modèle de consommation, avec encore plus de croissance économique soutenue, suivant l'actuel modèle industriel, même si l'on daigne y ajouter une préoccupation certaine pour l'environnement.

Nous croyons qu'il sera insuffisant de remettre en question la logique qui mène à un usage non durable de la nature; ce sont les relations sociales et le système économique mondial, qui rendent possible son exécution, qu'il est nécessaire de remettre en cause. Nous pouvons avancer certaines hypothèses:

- 1) La globalisation est un nouveau contexte, nouveau en tant que changement brusque et discontinu d'échelle, si bien même il ne l'est pas en terme de tendance.
- 2) Le développement durable sera global ou ne sera pas.
- 3) Pour un développement socio-économique durable pour les millions d'êtres humains les plus défavorisés de la planète, des processus de développement endogène local au Sud sont nécessaires; croissance économique comprise, dans de nombreux cas, qui devrait être durable d'un point de vue environnemental. Mais ceci devrait s'accompagner de dé-croissances (dans la direction de la production et de la consommation, pas de la qualité de vie) complémentaires au Nord, de manière à rendre possible un développement durable au niveau global.
- 4) Les nouvelles technologies de la communication modifient tout aussi bien les systèmes et relations de la production, du travail et du commerce que les systèmes des rapports entre les cultures, les idées et les personnes. La biodiversité (comprise au sens large et donc comprenant aussi la biodiversité culturelle), est plus que jamais en danger.
- 5) L'état national a laissé se déréglementer l'économie réelle. Dans le discours dominant, c'est le "Marché", le *deus ex machina*, qui occupe la place qu'il a retirée à l'Etat.
- 6) La structure des institutions internationales se base, comme son nom l'indique, sur les états nationaux et, en conséquence, l'économie réelle globale se voit déréglementée.
- 7) Des propositions, telles que l'abolition de la dette extérieure, l'impôt Tobin, la réduction des journées de travail, la durabilité des secteurs de production, le transfert de connaissances et de technologies, etc., qui se basent toutes sur le pouvoir de l'Etat nation, entrent en contradiction avec les hypothèses antérieures.
- 8) Le Nord a dépouillé depuis de nombreux siècles le Sud de ses ressources humaines et naturelles, conformant ainsi une énorme **dette écologique** du Nord dominateur envers les peuples du Sud. Le développement durable nous met face à la non

durabilité implicite dans le comportement d'une civilisation industrielle dominée par le Nord et son modèle de globalisation néo-libérale.

- 9) La croissance économique du modèle néo-libéral de la pensée unique n'est pas soutenable ni socialement, ni économiquement, ni écologiquement, ni politiquement.

2 – Visions et nouveau paradigme

L'appauvrissement de l'ancien paradigme nous met face à une question importante: Comment satisfaire les besoins humains, préserver le futur et le bien-être des générations futures et, en même temps, protéger l'environnement? Le concept de développement intégralement durable, qui intègre les multiples facettes du problème, permet de répondre à cette question.

Il est nécessaire que la conception du développement durable soit intégrale; c'est-à-dire que le développement doit être durable sur les plans économique, écologique, social et politique, intégrant une conception éthique et le respect de la diversité culturelle.

Le développement durable intégral suppose remettre en question deux concepts jusqu'alors fondamentaux dans la notion moderne de développement: 1) la pseudo-loi de l'auto-régulation du marché; la régulation du marché par les institutions est intrinsèquement nécessaire et le développement durable doit promouvoir des formes décentralisées de développement au niveau local; 2) la notion de l'"insatiabilité de l'être humain" en tant que fondement de la construction moderne de la notion de "besoins"; une conception culturelle durable des besoins doit mettre en avant l'idée de la richesse de l'"être" avant celle de l'"avoir". La qualité de vie ne se mesure pas à l'aune de l'accumulation de biens économiques et toute recherche de durabilité passe par une redéfinition des besoins humains dans le contexte de l'idée de suffisance, ainsi que de la qualité des relations sociales entre "sujets". Nous pouvons associer la misère à une insuffisance existentielle (physiologique et/ou psychologique) mais la pauvreté est toujours relative: nous sommes pauvres dans l'exacte mesure de nos aspirations non réalisées. Pour atteindre une production durable il faut chercher, avant tout, une consommation durable et celle-ci ne peut se fonder que sur une culture de la suffisance, non de l'insatiabilité. Le développement durable s'associe à la consommation éthique et ces deux aspects définissent un changement culturel profond, lequel suppose à son tour une véritable révolution dans le paradigme social, économique, politique, moral, culturel et spirituel.

Le développement durable intégral suppose aussi la remise en question de l'omission centrale de la notion courante de développement: le rôle de la femme. Absolument ignorée et marginalisée par le paradigme dominant, la femme vit dans une situation marquée par l'inégalité et l'exclusion, confrontée à l'économie dominante, pour laquelle l'acte de produire, de consommer et d'échanger n'est reconnu qu'à la condition expresse de se soumettre aux impératifs de la rentabilité chrématistique. Un nouveau paradigme socio-économique exige que les femmes occupent leur place dans la société et dans l'univers économique sur la base de l'égalité, l'autonomie et la solidarité. Le nouveau paradigme suppose une vision de développement individuel et collectif qui reconnaisse l'égalité entre les hommes et les femmes; les dimensions spirituelle, mentale, physique et sociale de la personne; la dimension environnementale de l'espèce humaine; un développement équitable entre le "centre " et la "périphérie", entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest et, finalement, le respect de la diversité dans toutes ses expressions.

Le nouveau paradigme doit aussi reposer les bases des sciences sociales et de l'économie, en particulier. Le caractère double du développement suppose une

préoccupation pour le futur de l'écosystème terrestre et pour la survie de l'espèce humaine. Mais il n'existe pas d'argument rationnel (et encore moins économique) qui justifie un sacrifice de la consommation de l'humanité dans le présent comme engagement envers ce même futur. Il n'existe pas de raisons scientifiques qui permettent de démontrer que les générations qui ne sont pas encore nées seront mieux si elles naissent que si elles ne naissent pas. Mais de plus, la science et la technologie, qui alimentent notre modèle de croissance insoutenable, ont perdu le lien qui les unissait à l'éthique et à la politique.

L'analyse de la consommation des richesses met en évidence l'existence d'un excédent économique. La dynamique d'un système dépend de l'usage de ses excédents, qui peuvent être investis et consommés de manière très différente, — investir les excédents dans l'industrie de la guerre et terminer par détruire les excédents de production ou à l'opposé, développer le temps libre tout en consommant moins, en réduisant la production des excédents et le nombre d'heures travaillées. Ces différentes possibilités ne sont pas déterminées par un quelconque automatisme du marché, ni prédéterminées par une dynamique linéaire de l'histoire du développement des forces productives; elles doivent être soumises aux options politiques de la communauté dans son ensemble.

Il est évident que les possibilités d'usage des excédents par la destruction sous n'importe quelle forme n'est ni souhaitable ni soutenable. Le développement durable suppose l'harmonie pacifique globale de la diversité des développements et donc, la diversité des styles de vie et des niveaux de consommation. Il faut abandonner la vision moderne d'un développement historique uniforme et linéaire pour se tourner vers une diversité d'organisations sociales historiquement possibles et écologiquement souhaitables. Il n'existe pas de style unique de vie "durable" souhaitable.

Penser le développement durable nous oblige pour autant à ne pas nier le joug économiciste et techniciste et à revenir à la suprématie du politique, duquel découle la suprématie de la *polis*, c'est-à-dire de la communauté administrée en fonction du bien commun par la volonté des personnes qui la composent.

Il faut un objectif moral et politique pour atteindre le développement durable, entre autres choses, parce que celui-ci pose comme exigence la justice entre les générations. La protection du droit des générations futures nous met face à l'absence d'institutions politiques qui incluent une représentation du futur. Seule notre morale, entendue comme les lignes de conduites sociales inspirées par un système de valeurs, peuvent défendre les droits de ces générations qui ne sont pas encore nées ou des droits des autres espèces vivantes.

Il est intéressant de voir que l'archétype traditionnel millénaire de la "dette morale" de l'être humain est le miroir éthique des limites physiques et chimiques de la Terre. En effet, le premier fait empirique constaté par l'humanité fut de s'apercevoir que l'être humain doit sa vie à un autre et qu'il naît donc avec une dette morale. Dans le cas de l'écologie, cela signifie qu'à l'échelle de la planète, l'être humain doit se préoccuper tout d'abord de la durabilité du milieu où il est né et ensuite seulement du développement économique nécessaire pour son propre confort, à l'exception, que nous avons signalée auparavant, des besoins fondamentaux insatisfaits, condition de la survie de millions d'êtres humains et d'une justice qui compense le fossé accumulé entre nantis outranciers et pauvres affamés.

Un monde responsable et solidaire ne sera possible qu'à condition que les personnes soient à même d'analyser les implications de leurs actions sur l'environnement et leur rôle dans les instances de production sociale et politique. Ce lever de voiles de la conscience doit être rendu possible pour tous les humains depuis leur plus petite enfance, grâce à une éducation gratuite qui permette l'analyse des situations. La manière de penser cette

éducation, sans oublier l'intériorisation de la culture de chaque peuple, doit posséder des composants globaux reconnus par tous les éducateurs.

La formation d'un système de valeurs se fonde sur le respect et la solidarité avec le prochain, apprenant à intégrer à ce niveau de la communauté tous les êtres vivants qui conforment notre environnement, y compris la nature non organique. En contrepartie, ceci suppose le remplacement de la concurrence et de la rivalité individualiste ou encore du désir égoïste de domination. Revaloriser la réflexion personnelle sur ces valeurs constitue le début du chemin qui mène à la découverte de la richesse de l'être, au-delà de la richesse de l'avoir.

Un modèle alternatif n'implique pas une *pensée unique alternative*. Il existe des initiatives très variées dans des pays et sous-systèmes régionaux/continentaux à l'intérieur d'un système économique mondial unique. Ceci implique l'absence d'économies fermées et l'existence d'une division internationale du travail; mais cela n'implique pas qu'il n'y ait qu'une seule forme d'organisation socio-économique à l'intérieur de tous les sous-systèmes. L'histoire détermine des différences (culturelles, de systèmes de valeurs éthiques et morales, d'idiosyncrasie, de "conditions initiales") qui permettent d'imaginer le passage de la souveraineté de l'Etat Nation à la Souveraineté Populaire dans un monde globalisé, avec réaffirmation et coexistence tolérante des nationalismes culturels. Il faut bloquer le passage aux essais hégémoniques qui tentent d'atteindre l'uniformité culturelle comme instrument de pouvoir. La diversité culturelle est l'une des sources du développement durable à l'échelle globale.

Dans le développement économique des pays du Sud, la préservation de l'environnement n'est pas indépendante de la préservation des droits sociaux et de la suppression structurelle de la dette financière. L'indépendance et l'autodétermination politico-économique sont la condition nécessaire (mais non suffisante) d'un développement durable; un contre-exemple de ce que nous venons d'avancer est la non durabilité inhérente au pillage du modèle colonialiste.

3 – Initiatives et innovations

*Nous ne croyons pas à la possibilité de parvenir à un développement soutenable qui serait respectueux des grands équilibres écologiques mais au prix de l'exclusion d'une large part de l'humanité*¹.

La réalité technologique qui sous-tend la globalisation, les effets du syncrétisme culturel inévitable causé par la globalisation des communications multimédia et l'inexorable interdépendance écologique mondiale, définissent un ensemble de paramètres communs à toute l'humanité, incontournables dans tout modèle de développement social économiquement, écologiquement et politiquement durable.

A notre entendement, les caractéristiques suivantes sont propres à tout modèle particulier de développement social, économiquement, écologiquement et politiquement durable:

Un développement **socialement durable** implique qu'il soit socialement juste et qu'il soit vécu socialement en paix; mais de plus, il implique que ces deux dimensions soient indissociablement liées. La durabilité sociale exige que le développement économique n'engendre pas de catastrophes humanitaires, produits de la marginalité et de l'exclusion. On ne peut qualifier de développement socialement durable un processus qui détruit un secteur de l'humanité en raison de l'inexistence de mécanismes de partage équitable des revenus. La destruction de l'environnement et l'accroissement de la pauvreté doivent être traités de façon intégrée. Il ne s'agit pas de confondre le concept intégral de durabilité

¹ Plate-forme de l'Alliance pour un Monde Responsable, Pluriel et Solidaire

avec celui de justice; le développement durable peut être défini comme une des caractéristiques d'un ordre social juste.

La gestion de l'environnement a toujours été limitée à l'état des relations sociales. Cette relation est dialectique; en effet, si l'environnement mène à une organisation sociale particulière, celle-ci pour se reproduire doit à son tour induire un certain usage de la nature.

Nous pouvons nous demander si la durabilité est l'art de conjuguer positivement les déséquilibres. Et peut-être pouvons-nous répondre que nourrir, protéger, soutenir le lien social est la base culturelle nécessaire pour affronter le problème avec succès.

Un développement **économiquement durable** signifie faire deux distinctions claires. Premièrement, entre les notions de "développement" et de "croissance". Tandis que la "croissance" implique l'accroissement par accumulation de matériels, avec une prédominance du changement d'ordre quantitatif, "développement" est synonyme d'expansion des potentialités, et c'est alors le changement d'ordre qualitatif qui est prédominant. Par ailleurs, il faut distinguer ce qu'Aristote appelait l'*économie* de ce qu'il appelait *la chrématistique*, qui est l'art d'obtenir et de gagner de l'argent par l'intermédiaire de la manipulation des prix. Ce qui nous intéresse c'est *l'économie physique*, c'est-à-dire la production de biens et de services dans le sens physique et non comptable du terme, ainsi que son incidence sur la qualité de la vie et non sur les quantités de réserves disponibles. C'est ici que le concept de durabilité économique acquiert tout son sens, parce qu'il faut tenir compte non seulement de ce qui a été produit mais aussi de ce qui a été détruit au cours du processus de production et de ce qui s'est produit de déchets au cours de la consommation. De plus, dans l'économie physique, il faut prendre en compte tous les problèmes liés à l'énergie, dont le comportement physique nous renvoie à *l'entropie*, qui est le point de rencontre de l'économie et de l'écologie

L'entropie est un ordre de grandeur qui indique la part de désordre, de dégradation, de perte d'énergie non récupérable en tant que travail, présente dans la dynamique de tout système physico-chimique. Toutes les formes d'énergie se transforment graduellement en chaleur et une partie de la dissipation de chaleur est irréversible. La réalité physique de l'entropie est présente dans le problème de la pollution environnementale et les irréversibilités sont des changements qualitatifs, qui portent atteinte directement à l'équilibre de l'écosystème terrestre, mettant ainsi en danger la survie de l'humanité.

Etant donné la possibilité que les questions d'ordre qualitatif soient à même de modifier celles d'ordre quantitatif, il est important de se demander: Que produit-on? Pourquoi et pour qui produit-on? Comment produit-on?

Un développement économique *per capita* doit être à même de faire face à des situations et des aspects très divers. Cela implique l'accroissement de la quantité disponible de biens et de services pour ceux qui en ont besoin, avec une priorité particulière pour les populations qui souffrent de besoins de base non résolus. Pour ceux qui ne souffrent pas de ces carences, il est nécessaire de chercher des améliorations en termes de qualité plutôt que de quantité, surtout en ce qui concerne les biens durables; une décroissance quantitative sera même nécessaire en ce qui concerne la consommation d'énergie et de matières premières dans les sociétés qui consomment le plus; celle-ci sera complémentaire à la croissance nécessaire pour satisfaire les besoins fondamentaux insatisfaits des sociétés les plus démunies. Dans l'ensemble, la croissance globale doit être subordonnée aux restrictions de la durabilité écologique. Cela implique une répartition juste de la richesse mondiale, de manière à ce que les riches qui polluent soient à la fois moins riches et polluent moins. Dans tous les cas, le développement économique durable

n'exige pas le sacrifice de la qualité de la vie des générations présentes ni d'hypothéquer la capacité des générations futures à satisfaire leur propre qualité de vie.

Un développement **écologiquement durable** signifie que la tendance du développement ne doit pas porter atteinte au type d'équilibre dynamique de l'écosystème terrestre, nécessaire à la survie de l'espèce humaine (les écosystèmes assimilent les restes de l'activité économique et remplissent d'autres fonctions essentielles de l'économie, y compris sur le plan de la santé et de la diversité biologique). Du point de vue physique et tenant compte du fait que l'humanité a déjà dépassé "les limites de la croissance", ceci implique que les éléments nécessaires à la production doivent satisfaire trois conditions en rapport avec les taux d'exploitation et d'émission durable par unité de temps:

- Les taux d'utilisation des ressources renouvelables – sols, air, forêt, poissons – doivent être inférieurs à leurs taux respectifs de régénération.
- Les taux d'utilisation des ressources non renouvelables – combustible fossile, éléments minéraux avec un important degré de pureté, eau fossile du sous-sol —, ne doivent pas dépasser le taux de renouvellement des substituts renouvelables de celles-ci. Etant donné que la création de substituts renouvelables se réalise sur la base d'une augmentation de l'utilisation d'énergie, augmentant ainsi la pollution entropique, cette condition va de pair avec la suivante.
- Les taux d'émission des agents polluants doivent être inférieurs au taux de recyclage de l'environnement, y compris l'inversion du processus de réchauffement de l'atmosphère.

L'accomplissement de ces conditions essentielles de la durabilité écologique invite à reconnaître l'existence de restrictions physiques à la croissance de l'économie mondiale, indépendamment des arguments de la chrématistique; la capacité de maintien environnemental et les taux d'exploitation durables peuvent être définis de façon approximative en termes physiques; l'écosystème ne connaît pas de processus de croissance et l'économie, en tant que sous-système du premier, occupe une place chaque jour plus importante au sein de celui-ci. Nous devons donc penser en termes de deux optimums: une assignation optimum et une échelle optimum, tout en ayant à l'esprit que la notion même d'un optimum social suppose un jugement de valeur et non une conclusion technique. Le fonctionnement autonome du marché n'est capable de conduire ni à une assignation optimum ni à une échelle optimum. Le système de prix, régulé de manière institutionnelle par le partage des revenus, peut être utile quand il s'agit d'une assignation optimum, mais en aucun cas il ne mène à une échelle optimum. Celle-ci est liée à l'efficacité systémique, où s'entrelacent de manière inséparable les aspects politiques et économiques, sujets aux restrictions de type écologique.

Un développement **politiquement durable** implique que la dynamique du système social, économique et écologique n'engendre ni tensions ni accumulations de mécontentement, qui rendent le système politique inopérant pour la société et débouchent sur l'instabilité politique, avec ses éventuelles conséquences de destruction, provoquées par l'explosion violente de ces tensions et conflits. Si un système respecte la notion de justice, culturellement acceptée dans son contexte, les tensions qui mènent aux conflits peuvent être dépassées de manière satisfaisante à la condition qu'il existe des instances de dialogue social; l'évolution des pratiques politiques passe par le fait de connaître les "désaccords" éventuels, qui sont l'expression de la diversité et constituent les moteurs de la dynamique du changement des conduites sociales. Par ailleurs, la base de la participation politique effective est l'indépendance économique, c'est-à-dire, la libération de l'état de besoin, dans lequel se trouvent ceux qui possèdent seulement leur force de

travail pour assurer leur survie physique. Cette libération inclut le fait d'assurer – par l'intermédiaire de revenus non liés au travail, obtenus en vertu d'un droit de citoyenneté, inconditionnels et pour tous – la capacité de consommer pour satisfaire les besoins fondamentaux, indépendamment du travail, qui, par ailleurs, doit lui aussi être partagé.

En définitive, la notion de développement durable nous renvoie à un débat sur la société dans laquelle nous vivons et l'exercice de la démocratie, qui repose sur la participation politique en termes de prise de décision à tous les niveaux, en particulier à la base. Ceci dit, il arrive souvent que la base représentée par l'ensemble de la population pauvre et analphabète ne soit pas préparée à cette participation. Nous sommes convaincus que le développement ne sera durable qu'à la condition que les personnes changent en profondeur, ainsi d'ailleurs que les institutions dans lesquelles elles se trouvent et la société qui les entoure; il est donc nécessaire de prévoir des actions qui visent ces objectifs dans les trois dimensions mentionnées antérieurement.

Le changement de la tendance non soutenable de l'actuel modèle de globalisation implique un changement aussi bien des technologies dominantes, que des valeurs culturelles hégémoniques, des relations sociales/nationales du système mondial.

Dans le système capitaliste la nature, en tant que moyen de production, n'est qu'une simple ressource pour l'obtention de bénéfices économiques. Le modèle de capitalisme sauvage qui a été prédominant dans le processus de globalisation approfondit la destruction de la nature au-delà des limites de la durabilité de l'écosystème terrestre. Mais l'axe de cette globalisation perverse se trouve dans la perte de la souveraineté monétaire aux mains de la globalisation financière spéculative; c'est pourquoi une *globalisation de la solidarité* compatible avec un développement durable intégré exige un nouveau Système Monétaire International, basé sur une souveraineté monétaire mondiale partagée, de manière à subordonner la globalisation financière à une globalisation productive juste et durable. Cette voie permettra aussi de contrôler la *détérioration des termes de l'échange* dont souffrent les pays du Sud et qui tend à être compensée par un *dumping* fiscal, social et écologique

Si le Système Monétaire et de Crédit International était administré par une autorité monétaire supranationale multilatérale, sans impérialisme financier, les termes de l'échange seraient libres des manipulations soumises à des intérêts financiers. Si de plus, il existait des politiques qui s'opposent au dumping fiscal, social et écologique (par des mesures nationales d'autodéfense ou des mesures internationales de rétorsion), la conséquence en serait que l'unique restriction pour choisir librement une spécialisation pour le développement économique serait vraiment l'*efficience*, c'est-à-dire la capacité de produire au moindre coût grâce à une meilleure technologie, à une meilleure gestion, à une meilleure formation de la force de travail ou encore à des salaires plus attractifs ou à de meilleures conditions de vie pour les travailleurs.

Le thème de la Dette Extérieure est rarement mentionné dans les débats sur la durabilité. Le remboursement des "intérêts des intérêts" de la Dette Extérieure provoque un véritable génocide social dans les nations les plus pauvres.

La simple levée de la dette n'ouvre pas à elle seule la voie de la durabilité car demeure inchangé le concept de développement imposé par les pays du Nord aux pays du Sud. L'hostilité du Nord commence dès l'instant où le Sud se voit forcé à entrer dans la rationalité du Nord. Si un développement durable global est possible, ce sera à condition de diminuer le flux de matières premières et d'énergie bon marché, qui continue à se diriger du Sud vers le Nord comme aux temps du colonialisme, pour modifier la base matérielle de la consommation outrancière des pays les plus riches et les plus pollueurs.

Ainsi, un nouveau scénario global requiert que la re-formulation du Système Monétaire International se fasse sans la menace de la dette financière-comptable (et non pas réelle!) du Sud et que commence le remboursement de la dette écologique (réelle mais non comptabilisée!) que le Nord a contractée voici plusieurs siècles.

D'un point de vue technique il est possible de respecter les limites physiques de l'écosystème, en réduisant le flux des ressources consommées et des éléments polluants émis, augmentant de façon simultanée la qualité de vie de l'humanité tout entière. La condition technique pour y arriver est l'augmentation rapide et drastique de l'efficacité du point de vue écologique. Techniquement, nous pouvons dire que le développement est durable quand, globalement, le pourcentage d'amélioration de l'efficacité de la technologie en termes écologiques dépasse le pourcentage de la croissance économique. Il est important de préciser qu'il existe une efficacité du système dans son ensemble et une autre d'un point de vue microéconomique. Les limites de la croissance imposent la nécessité de l'efficacité dans ce double sens.

L'efficacité systémique nous renvoie à un modèle de globalisation durable, qui exige un nouvel ordre économique international basé sur la diversité, qui s'accompagne d'un sens de la justice et soit structuré en termes de solidarité et de coopération.

D'un point de vue microéconomique, il est possible de promouvoir *une révolution de l'efficacité* basée sur les exigences écologiques, les avancées technologiques et les changements du style de consommation en:

- a) Modifiant la direction du progrès technologique. Il existe des études concrètes qui démontrent la viabilité d'une *révolution de la productivité de l'énergie, d'une révolution de la productivité des matières premières et d'une révolution de la productivité du transport*.
- b) S'assurant que la révolution de l'efficacité soit lucrative. Les incitations économiques sont une réalité qui peut être administrée en fonction de la révolution de l'efficacité. Si une entreprise doit se situer dans des relations de type commercial tout en étant "socialement responsable", il doit exister une logique qui puisse se traduire en bénéfices futurs et assurer la survie de l'entreprise. Le fait qu'une activité soit lucrative ou non, dépend des prix relatifs et ceux-ci sont le résultat de la politique de revenus gérée par le pouvoir politique. La révolution de l'efficacité peut être lucrative, si elle combine des mesures comme l'élimination de subsides à l'usage de certaines ressources, l'éducation à la consommation, l'administration de la demande, la planification de la minimisation des coûts, la perception d'impôts élevés sur les déchets solides, l'audit environnemental et la réforme fiscale écologique.

Ce sont les économies capitalistes des pays les plus riches qui possèdent le style de vie le plus polluant et, en conséquence, ce sont ces pays qui devraient assigner une plus grande priorité à l'amélioration de l'efficacité technologique en termes écologiques, de manière à ce que leur croissance économique soit freinée tandis qu'augmente l'offre des services et le bien-être; et ce en modifiant leur mode de consommation, confinant parfois au gaspillage, en même temps qu'ils améliorent la qualité de la vie. Par contre, pour améliorer la qualité de la vie de la partie de l'humanité qui vit dans la misère, les économies les plus pauvres pourraient avoir une croissance économique plus rapide que le progrès de l'efficacité environnementale de la technologie qu'ils utilisent, de manière à pouvoir répondre aux besoins de base non satisfaits. Globalement, l'ensemble serait écologiquement durable, mais aussi

équitable et accompagné d'une meilleure qualité de la vie pour l'ensemble de l'humanité.

Un modèle de développement intégralement durable comme proposition de globalisation alternative renvoie à la question de la spécialisation productive et du commerce international, dans lequel devraient se vérifier des concepts comme ceux du commerce équitable et de la consommation éthique. La dynamique actuelle du commerce mondial non seulement aboutit à un échange inégal entre producteurs de matières premières et pays industrialisés, mais provoque de plus la déstructuration de territoires et la dégradation de l'environnement. Le concept rebattu des "avantages comparatifs", basés sur les conditions naturelles liées à la géographie, a toujours été un piège pour les nations du Sud, les condamnant aux "avantages comparatifs des matières premières", tandis que les états du Nord avaient droit aux "avantages comparatifs du développement industriel". Ceci est encore moins acceptable quand l'avantage comparatif supposé est lié à l'exploitation de ressources naturelles non renouvelables, ce qui implique qu'à partir du moment où la source des matières premières se tarit, la décision "optimum" du marché mondial sera la simple disparition de la société en question, qui n'aura plus qu'à s'abîmer dans la faim et la misère. Par ailleurs, le fait qu'un pays possède sur son territoire certaines ressources naturelles n'implique aucune obligation (ni aucun droit) de devoir les exploiter sans appréhension aucune et l'humanité ne peut commettre cette erreur écologique de forcer certains pays à tomber dans des pratiques d'exploitation à outrance, en raison de leur état extrême de besoins non satisfaits.

La souveraineté démocratique, qui caractérise les peuples dans le contexte d'une *globalisation juste*, réside dans leur autodétermination à choisir une spécialisation efficiente avec laquelle s'intégrer au système productif globalisé. Ainsi, l'efficience productive de chaque pays dépendra du fait que le système socio-économico-productif soit celui qui convienne au rendement maximum de ses potentialités; c'est de là que surgiront les avantages compétitifs véritables, ceux qui naissent de la formation et la spécialisation des travailleurs, fruits de politiques d'éducation et de santé publique, de politiques de recherches et développement, de politiques industrielles, etc. Il est très important de signaler que la participation coopérative des travailleurs est l'une des sources des avantages compétitifs.

De la même manière que l'efficience microéconomique se base sur une participation coopérative, il est possible de constituer un système macroéconomique auquel bénéficie une participation coopérative. Mais ceci, exige, bien naturellement, de sortir du domaine de *l'économie pure*; l'organisation d'une participation coopérative macroéconomique doit être compatible avec (et le contre-pied de) la structuration de la participation sociale au pouvoir politique des institutions.

Nous pensons qu'il n'y aura pas de solutions durables à des problèmes environnementaux internationaux tant que ne sont pas renforcées les positions de tous les éléments faibles du système global.

4 - Propositions

- 1) Avancer vers un nouveau système de procédures et d'institutions de gouvernance mondiale.

- 2) Réformer le système des institutions internationales de manière à favoriser un certain équilibre démocratique des pouvoirs globaux politiques, économiques, juridiques, etc. Proposer la réforme du système financier international, en commençant par la transformation de l'Assemblée Générale des Nations Unies en un parlement mondial, avec des membres élus et une représentation proportionnelle pondérée. Toutes les organisations internationales devraient informer et rendre des comptes à l'Assemblée Générale. Celle-ci doit convoquer: a) une conférence internationale pour réformer les institutions financières internationales, pour que celles-ci stabilisent les économies et facilitent une globalisation plus juste b) une conférence internationale pour la réforme de l'OMC pour faciliter le commerce équitable.
- 3) Ainsi, les institutions politiques d'un nouvel ordre global gèreraient un ample secteur définitivement public, défini par les ressources naturelles (l'atmosphère, l'espace extérieur, les océans et la biodiversité) qui subissent les effets des externalités négatives et par les biens publics (la paix internationale, y compris les cultures).
- 4) Régulation globale des Principes de Sauvegarde de l'écosystème, de l'humanité, de modération de la consommation, de précaution, de protection de la diversité, de citoyenneté, de minimisation de l'émission de substances polluantes, de coopération, de "pollueur-payeur", non seulement au niveau micro économique mais aussi au niveau des États et des organisations continentales, évitant que ce dernier ne se dénature au profit d'un permis de polluer. La figure de la "citoyenneté globale" peut contribuer à corriger le déséquilibre entre capital et travail au niveau global; ce qui doit ancrer les populations à leur territoire d'origine ne doit pas être l'impossibilité légale d'émigrer, sinon le développement intégral durable de leur lieu d'origine.
- 5) Promouvoir la constitution d'un Tribunal International sur la Légitimité de la Dette Extérieure du Sud. Un moratoire du remboursement de la dette, jusqu'au moment où ce Tribunal fasse la distinction entre dette légitime et dette illégitime, permettrait à son tour de financer les processus de développement local endogène durable au Sud. Dans les cas de restructuration, il faut protéger les dépenses sociales face aux dépenses financières. De la même façon que les auteurs de crimes contre l'humanité méritent d'être soumis aux décisions d'un Tribunal Pénal International – en voie de formation —, Les délinquants financiers devraient rendre des comptes à un Tribunal International de la Dette Extérieure.
- 6) Etablir des indicateurs de dette sociale et écologique qui mesurent la dette sociale et écologique et les inclure dans des conférences internationales sur le thème de la dette. Redéfinir le concept de développement humain et développer de nouveaux indicateurs qui prennent en considération la conservation de l'environnement, la durabilité sociale, la non discrimination des genres et les effets des externalités négatives.
- 7) Trouver une solution à la crise de la dette du Sud, en utilisant le précédent allemand de 1953, y compris les limitations de remboursement à 3,5% des budgets publics. Les pays endettés ne pourront rembourser leurs dettes que s'ils atteignent un surplus de commerce extérieur et une balance de paiements équilibrée.
- 8) Rendre transparents les systèmes financiers nationaux et abolir les paradis fiscaux. Les institutions privées devaient adhérer à une charte internationale qui définisse les responsabilités des prêteurs internationaux.
- 9) Il faut définir des actions pour s'opposer à l'offensive monopolistique, appuyée par les pays principaux en matière de brevets, qui à la fois s'approprient le savoir populaire en fonction d'intérêts économiques et prétendent imposer leurs droits de breveter les savoirs et les biens qui constituent le patrimoine social.

- 10) En même temps que s'établissent des systèmes de production durable et des processus de changement dans l'usage des sols plus rationnels, il est nécessaire d'optimiser les mécanismes d'alerte, de prévention, de résolution et de mitigation des désastres naturels et ceux causés par l'être humain.
- 11) Créer un impôt sur les transactions financières internationales pour stabiliser les transactions monétaires, contribuer à financer le développement durable et éliminer la pauvreté. Créer des impôts à l'importation contre le *dumping social* et le *dumping écologique*.
- 12) Une réforme possible (bien qu'insuffisante) pour mitiger la culture de l'avoir et la production de valeur symbolique des marchandises pourrait être l'introduction d'un impôt sur les revenus de la publicité pour les médias et un impôt progressif sur la rente des activités associées à la publicité (atteignant 80 à 90% des revenus). De plus, ceci stimulerait une plus grande indépendance des moyens de communication face à leurs revenus de publicité et permettrait de disposer d'une presse moins liée aux intérêts des corporations et des institutions dominantes. La création de chaînes alternatives de communication sociale interactives doit jouer un rôle important dans la promotion du développement durable.
- 13) Une base solide pour la durabilité politique requiert une redéfinition de la participation politique des municipalités; c'est en effet dans le domaine local que la vie communautaire s'exprime le plus directement. Pour ce faire, il faudrait promouvoir la participation au niveau du quartier à toute la problématique liée à l'amélioration de la qualité de la vie familiale, sociale et institutionnelle, et aussi favoriser l'instauration du budget participatif.
- 14) L'éducation pour le développement durable doit être remise dans son contexte, en mettant l'accent sur de nouvelles formes de perception des besoins et de l'usage des ressources. Elle devrait s'orienter simultanément vers: a) la formation en termes de valeurs qui renforcent la conscience de la responsabilité nécessaire pour un développement intégral durable et b) la formation de connaissances utiles pour résoudre des problèmes de durabilité. La formation de connaissances utiles suppose des modes de conduites durables, tels que veiller à la conservation de l'eau potable et des sols fertiles, freiner l'avancée de la désertification ou préserver la santé publique, non seulement des épidémies connues mais aussi des nouvelles maladies dérivées de la manipulation technologique sur la production d'aliments ou engendrées par la mauvaise qualité de vie associée à la civilisation urbaine industrielle. Il est obligatoire de revaloriser les connaissances traditionnelles accumulées par l'humanité durant des millénaires. Il est nécessaire de globaliser la problématique du développement durable dès le moment où l'élève entre à l'école; les contenus se donneraient de façon interdisciplinaire, mettant en relation des concepts de Développement Durable/Croissance non soutenable, Inclusion Sociale/Exclusion sociale, Consommation Responsable /Consommation Irresponsable, Globalisation Solidaire / Dette Extérieure du Sud, Respect de l'Environnement / Flux de Matières Premières et d'Energie vers le Nord, etc.

5 – Stratégies et acteurs

Le changement global est possible si, dans les Etats-Nations, se cristallisent les forces sociales et les projets capables de véhiculer les réformes nécessaires. Cependant la corruption généralisée a altéré la capacité de transformation des forces politiques quant à l'administration de l'Etat. Ceci implique l'amenuisement de la volonté politique face à l'amélioration des conditions de vie des classes sociales marginalisées, au respect de l'environnement et la sauvegarde des droits des générations futures. La

corruption des dirigeants politiques et syndicaux et du journalisme indépendant facilite le fait que les institutions existantes fonctionnent de façon à occulter ou à dissimuler les informations critiques au système dominant ou à mettre en marge les individus promoteurs d'une pensée ou de forces politiques transformatrices. Il semble donc nécessaire de créer une alternative à la société politique et de fait, la société civile a commencé à générer de nouveaux modes d'expression et d'action.

Les acteurs du changement ne sont plus exclusivement ni les partis politiques traditionnels, ni les syndicats et le mouvement ouvrier dans son rôle de "sujet historique nécessaire à l'apparition d'un changement inexorable et prédéterminé". D'autres agents ont assumé un nouveau protagonisme qui tend à remettre en question l'ordre hégémonique de la "pensée unique". Les ONGs, les mouvements sociaux et les organisations de la société civile assument une importance croissante, en même temps qu'on assiste au processus d'auto-transformation des acteurs sociaux et politiques, qui furent les acteurs du schéma de confrontation antérieur.

Mais les institutions intermédiaires, ONGs et autres expériences de ce qu'on appelle le "troisième secteur" atteindront pleinement leurs objectifs quand ces derniers se concrétiseront en un projet politique qui les contienne et représente, ce qui ne signifie pas nécessairement un nouveau parti politique dans le style traditionnel. La politique continue à être synonyme de lutte pour le pouvoir et c'est seulement par le pouvoir populaire qu'il sera possible de vaincre les pouvoirs qui ont tout intérêt à conserver la dynamique de cette globalisation insoutenable.

Dans cette logique, la mise en marche de contraintes juridiques et surtout de dispositifs de concertation et d'action de la société civile, qui contempneraient des droits et des attributions précises, de manière à pouvoir exercer une influence sur les décisions politiques publiques et des formes de participation au niveau local, constitue une nouvelle voie, qui pourrait reformuler la participation démocratique. A partir de là, il serait dès lors possible de reconstruire les bases d'une nouvelle la gouvernance, pensée comme un ensemble de processus mis en marche et contrôlés par tous les acteurs sociaux..

Récemment sont apparues les réactions globalisées contre le modèle de concentration du capital mondial. Il y a eu des manifestations contre des événements de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International, de l'OMC, de l'Accord Multilatéral d'Investissements, qui se sont exprimées à Seattle, Davos, Prague, etc. Maintenant, de façon plus institutionnalisée et sur la base de propositions qui visent une globalisation alternative, s'est réuni le Forum Social Mondial à Porto Alegre, qui a constitué un apport à la construction d'un monde fondé sur les droits et non les aspects financiers; un des aspects remarquables, en tant que stratégie alternative au modèle actuel, a été la récupération de la démocratie par les organisations populaires de la société civile. Nous considérons important d'appuyer l'initiative du Forum Social Mondial et nous proposons d'être porteurs de la proposition de l'alternative d'un développement intégralement durable.

L'Alliance pour un Monde Responsable, Pluriel et Solidaire doit appuyer la création d'un réseau de groupes de monitoring sur la dette extérieure et la finance durable, ainsi que la création d'un centre de ressources sur ces mêmes problèmes. Il doit former une équipe pour effectuer des recherches sur la question de la dette sociale et écologique. Ces équipes doivent être dotées du plus haut niveau académique et

disposé de l'appui universitaire pour que leurs rapports possèdent l'autorité nécessaire pour être entendus.